

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 47 (1906), p. 253-259

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1906\\_\\_47\\_\\_253\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__253_0)

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

---

N° 8. — AOUT 1906

---

### I

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SEANCE DU 20 JUIN 1906

---

#### À PROPOS DE L'ÉTAT SANITAIRE DE LA VILLE DE PARIS

Réponse de M. le Dr Lowenthal aux critiques de M. le Dr J. Bertillon (1)

Le mémoire que j'ai eu l'honneur de communiquer à la Société de statistique de Paris (séance du 21 février 1906) sous le titre d' « État sanitaire et démographie comparée des villes de Paris et de Berlin » est une reproduction intégrale d'une lecture faite à l'Académie de médecine au mois de novembre 1905. Ce mémoire a été publié non pas dans divers journaux, mais, contrairement à l'affirmation de M. Bertillon, dans un seul, la *Revue Scientifique*. La presse médicale d'une part, la presse politique d'autre part — et ces choses arrivent à d'autres qu'à moi — en ont publié un résumé plus ou moins fidèle, sous des titres plus ou moins sensationnels, agrémentant leur prose de commentaires plus ou moins flatteurs à l'adresse de l'administration municipale ou... à la mienne. Partisan déterminé de la recherche de la paternité, je refuse cependant de me reconnaître auteur d'une progéniture qui n'est pas la mienne ; je refuse en particulier la paternité que M. Bertillon à tout prix veut m'imposer d'un article qui aurait pour titre suggestif « L'incurie municipale ». Je l'ignore : donc, je le désavoue.

Si je rappelle ces détails, ce n'est pas seulement pour rendre hommage à la vérité, c'est encore et surtout pour faire ressortir toute l'invraisemblance du reproche que m'adresse M. Bertillon d'avoir formulé — je cite textuellement — des « critiques de forme outrée aux différents services de la ville : au service des logements insalubres, à la voirie, au service de l'assainissement, aux lois relatives à l'expropriation, etc. »

Je ne sache pas que les lois relatives à l'expropriation fassent partie des services de

---

1. Voir numéro du Journal de mai 1906, p. 161.

la ville de Paris. J'affirme néanmoins que dans ma communication je n'en ai pas dit un seul mot et que je n'ai touché ni à la voirie ni au service de l'assainissement. Quant au service des logements insalubres, je me vois obligé de citer ici une lettre de M. Juillerat, le chef distingué de ce service, dont, très courtoisement d'ailleurs, j'ai critiqué les idées; elle prouve que la susceptibilité de M. Bertillon n'est pas partagée par son collègue, dont il a cru devoir prendre la défense (1).

Je disais donc que le reproche de M. Bertillon paraît *a priori* invraisemblable : tous ceux — et M. Bertillon en est — qui connaissent l'esprit de prudence qui règne à l'Académie de médecine; qui sont au courant des nombreuses formalités qui précèdent l'autorisation d'une lecture — dépôt préalable du manuscrit; nomination d'un rapporteur; discussion au comité de lecture, etc., etc. — ceux-là, dis-je, croiront difficilement que « des critiques de forme outrée » (il n'en cite pas une seule et pour cause) aient pu trouver grâce devant l'Académie. Les aurait-elle admises, que la *Revue* dont je n'ai pas besoin de rappeler ici le caractère rigoureusement scientifique ne les aurait pas souffertes..... Le fait est que M. Bertillon s'est tout simplement trompé d'adresse : ce n'est pas à ma communication qu'il répond, mais aux différents articles des différents journaux qui, dans cette discussion devant la Société de statistique, n'ont rien à faire.

Quelque vague que soit le rapport entre ma communication et la réponse, voyons cette réponse :

« On peut dire que les critiques qu'il (le Dr Lowenthal) dirige contre le service de statistique résultent d'une erreur matérielle, erreur dont il est l'auteur : « Les « décès, dit-il (le Dr Lowenthal), sont classés par le service de statistique en deux « catégories : a) décès des personnes habitant Paris, au nombre de 49 070 en « 1902; b) décès des personnes habitant hors Paris, au nombre de 4 103. Seule la « première catégorie figure dans la mortalité générale de Paris. » M. Lowenthal fait grand cas de ces 4 103 décès..... »

« Or il n'est pas exact de dire que les décès des personnes domiciliées hors Paris « ne soient pas relatés avec tous les détails nécessaires par la statistique parisienne. « Ils se trouvent détaillés par sexe et par âge, pages 170 et 171 de l'*Annuaire* de 1902 « par exemple; ils se trouvent détaillés par cause de mort et par sexe, pages 164 et « suivantes de ce même annuaire. »

Ce n'est pas précisément là une réponse directe à ma critique.

Dans le chapitre consacré à la *mortalité générale* des villes de Paris et de Berlin (sur 1 000 habitants de tout âge et de tout sexe combien de décès en un an?) j'ai fait simplement remarquer que la comparaison pure et simple entre les deux taux de mortalité générale est impossible déjà pour cette raison qu'à Berlin tous les décès sans distinction figurent dans la mortalité générale; à Paris, au contraire, la *mortalité générale* (et non pas l'*Annuaire*) ne comprend que les décès des habitants demeurant à Paris même. C'est cette dernière affirmation qui constitue pour M. Bertillon « une erreur matérielle ». Mais alors son démenti aurait dû être formulé de la façon suivante : « Or il n'est pas exact de dire que les personnes domiciliées hors

---

1. Voici un extrait de cette lettre (du 16 février 1906) : « ..... Je vous renouvelle mes remerciements et mes compliments bien sincères pour l'œuvre magistrale que vous avez soumise à l'Académie (de médecine) et qui représente, sous une forme éminemment scientifique et philosophique, une somme de recherches et de travaux dont peu d'hommes, à notre époque de vapeur et d'électricité, pourraient se montrer capables..... »

Paris né figurent pas dans la *mortalité générale* de Paris. » Ce démenti très catégorique, M. Bertillon était dans l'impossibilité matérielle et morale de le formuler. Et alors : « Il n'est pas exact, dit-il, que les décès des personnes domiciliées hors Paris ne soient pas relatés avec les détails nécessaires dans l'Annuaire. » Mais ce n'est pas *cela* que j'ai dit ! « Les décès pour cause de mort se trouvent détaillés dans l'Annuaire (voyez p. 164 et suivantes). » Mais si M. Bertillon m'avait fait l'honneur de lire ma communication — c'était là son premier devoir — et particulièrement cette partie où j'ai traité la mortalité de Paris et de Berlin par causes de décès, il aurait vu, d'après les chiffres et les proportions citées, que si j'ai adressé quelques critiques à sa statistique nosologique des décès, je n'ai pas dit que les décès des personnes domiciliées hors Paris n'y figuraient pas — j'ai dit tout le contraire.

La seule chose que j'ai affirmée, c'est que, *pour établir le chiffre de la mortalité générale de Paris*, le service de statistique municipale fait abstraction complète des personnes demeurant hors Paris, procédé qui n'est employé — et pour cause — par aucun autre service de statistique français ou étranger et qui, par cela même, fait ressortir l'état sanitaire de Paris plus favorable qu'il ne l'est en réalité ; procédé d'autant plus contestable que l'immense majorité de ces décès est fournie par les ouvriers et petits employés dont le domicile légal se trouve dans la banlieue parisienne mais qui travaillent à Paris même et y contractent leur affection. Le service de statistique ne connaît, ne veut connaître et ne fait connaître que cette mortalité incomplète. C'est elle seule qui figure dans l'*Annuaire statistique de la ville de Paris* et dans la *Statistique sanitaire des villes de France et d'Algérie* où toutes les autres villes sans exception aucune figurent avec leur mortalité totale. C'est cette mortalité amputée et mutilée qui figure dans les statistiques municipales étrangères, dans l'*Annual report medical* de Londres par exemple, alors que *toutes, sans exception aucune*, établissent la mortalité générale de leurs villes sur la totalité des décès enregistrés. C'est cette mortalité officielle, mais incomplète, mais inférieure à la réalité qui seule est connue du public en général, du conseil municipal de Paris en particulier.

« M. Lowenthal, dit M. Bertillon, fait grand état de ces 4 103 décès » (c'est-à-dire des décès des personnes habitant hors Paris). M. Bertillon exagère : je n'en fais pas grand état, j'en fais état tout simplement. Dans une étude comparée de la mortalité générale de Paris et de Berlin il aurait été absurde d'opposer à la mortalité totale de Berlin la mortalité partielle de Paris.

Je l'ai dit dans ma communication et je le répète : le procédé adopté à Paris et qui lui est si favorable ne serait rationnel que si la ville de Paris tenait compte dans ses mortuaires de ceux de ses habitants qui *par milliers* tous les ans vont mourir hors la capitale. Ces milliers de décès se réduisent, pour M. Bertillon, « à un nombre infime : 4 à Angicourt ; 2 à Forges ; 6 à La Roche-Guyon ; 61 à Berck et 7 à Hendaye. » M. Bertillon se trompe : il oublie par exemple les asiles d'aliénés et de vieillards de Nanterre, Ivry, Kremlin, Villejuif, Villers-Cotterêts (sans parler d'autres, d'importance secondaire) où sur 2 500 décès annuels plus de moitié revient aux pensionnaires envoyés par la ville de Paris ; il oublie les milliers de phtisiques de tout âge et de toute position sociale qui fuient Paris pour la province qu'ils contaminent et où ils... meurent. Il oublie les 30 000 enfants en nourrice, dont les 6 000 décès annuels obèrent les mortuaires des campagnes au plus grand avantage de la statistique sanitaire de Paris.

« Nous avons redressé une erreur matérielle commise par M. Lowenthal, erreur qui réduit à néant la plupart de ses réclamations : nous n'avons pas à examiner ici le reste de son travail. »

Ainsi donc, parce que j'aurais commis une seule erreur matérielle le reste de mon travail serait réduit à néant ! Mais c'est extrêmement commode !

Cela permet à M. Bertillon de passer sous silence des faits très intéressants, j'ose le penser, que j'ai établis dans le « reste de mon travail », à savoir : 1° le budget humain de Paris s'équilibre par des déficits et ces déficits sont dus bien plus à une mortalité exagérée qu'à une natalité insuffisante ; 2° la mortalité réelle de Paris, celle qu'on doit opposer aux capitales et aux grandes villes d'Europe en général, à Berlin en particulier, est non pas au-dessous de 18 ‰, mais au-dessus de 23 ‰ ; 3° l'intensité de mortalité de Berlin est de 45 ‰, inférieure à celle de Paris ; 4° la mortalité typhique de 475 ‰ ; 5° la mortalité-variole de 16 650 ‰, inférieure ; 6° la mortalité-tuberculose de 90 ‰.

Faisant abstraction de ces faits, M. Bertillon se contente de m'opposer le tableau des mortalités générale et par âge de la ville de Paris dans la période 1817-1820 à 1901-1904, d'où il tire sans transition aucune la conclusion suivante :

« On y voit d'un coup d'œil le splendide résultat des efforts que les Parisiens ont faits pour transformer le vieux Paris du dix-septième siècle aux rues étroites, mal alimentées en eau et presque sans égouts, et pour en faire la plus belle capitale de l'Europe. Cet effort gigantesque a eu sur la mortalité parisienne les beaux résultats que l'on voit sur notre diagramme. »

A l'instar de certains esprits pour lesquels la France n'existe que depuis la Révolution, Paris et ses beautés n'existent pour M. Bertillon que depuis l'avènement de sa génération : il ne fallait rien moins que les efforts gigantesques de cette dernière pour faire de Paris — ce qu'il n'avait jamais été — la plus belle capitale de l'Europe. M. Bertillon me permettra de lui dire que les beautés les plus impérissables de notre capitale datent précisément de ce dix-septième siècle qu'il a tort de traiter *dente superba* ; que ce que sa génération a fait à Paris de plus beau et de plus durable peut-être, c'est de dégager, c'est de mettre en pleine lumière ces monuments superbes, ces joyaux incomparables légués de l'époque pour laquelle il professe tant de dédain ; qu'il existe peu de capitales européennes qui n'aient pas eu leur dix-septième siècle, aux rues étroites, mal alimentées en eau et qui ne jouissent à l'heure actuelle d'un état sanitaire satisfaisant, sans qu'on y crie au miracle ; et qu'enfin la suprématie artistique quasi mondiale de Paris remonte à une époque qui se perd dans la nuit des temps, antérieure en tous cas au tout-à-l'égout. « Je ne suis, dit Montaigne, en parlant de Paris, je ne suis François, que par cette grande cité, la gloire de la France et l'un des plus nobles ornements du monde. »

M. Bertillon confond d'ailleurs la beauté d'une cité avec sa salubrité. Confusion regrettable ; erreur fatale ! Voyez donc le Louvre qui déjà au dix-septième siècle passait pour une pure merveille. Or dans cette merveille, dans cette demeure splendide, habitée par un puissant roi, de nombreux princes et une foule innombrable de gens de toute qualité,

Le Louvre dans Paris est une ville entière,

dit l'abbé de Marolles (1670) ; — dans cette immense demeure, de même qu'à

Versailles, il n'y avait pas un seul cabinet d'aisances. C'était évidemment, selon la célèbre expression, un temple magnifique érigé sur un cloaque ; et ce cloaque, de même que les cloaques modernes, décrits par MM. du Mesnil et Juillerat, répandait tout autour les germes des maladies et de la mort. Monuments de toute beauté, le Louvre, le Versailles l'étaient sans conteste, mais aussi c'étaient des monuments insalubres et dans ces monuments insalubres régnaient en permanence les maladies que nous appelons infectieuses ou évitables et qui ont réduit la nombreuse descendance du Roi-Soleil, de son vivant même, à sa plus simple et plus insignifiante expression.

Je reviens au tableau de M. Bertillon et je lui dis qu'on ne saurait trop se mettre en garde contre les « coups d'œil » lorsqu'il s'agit des statistiques et des chiffres. Souvent les tableaux, courbes et diagrammes ressemblent à ces femmes élégantes, qui, vues de dos, vous donnent l'illusion d'une parfaite beauté, mais qui, examinées de face, vous frappent par leur laideur. J'ai appris à me méfier de ces enthousiasmes irréfléchis, lorsque j'ai commencé mes études de la statistique sanitaire de l'armée. Comme mes confrères et collègues je m'extasiais, au début, devant le coup d'œil que présentaient les courbes descendantes de la mortalité militaire, mais avant de communiquer cette extase à mes contemporains, j'ai soumis à une analyse soignée ces courbes et leurs chiffres et je n'ai pas tardé à me persuader que les unes et les autres étaient privés de la signification qu'à tort on leur attribuait : car la baisse régulière de la mortalité coïncidait étrangement avec la hausse non moins régulière mais plus importante encore de la mise en réforme pour maladies graves ou mortelles.

M. Bertillon attache, lui, une importance et une signification démesurées à ce fait par exemple que la mortalité générale de Paris a baissé dans la période 1817-1820 à 1901-1904, de 31 à 17,5‰ et la mortalité infantile (de 0 à 4 ans) de 147 à 54,9‰. Or plusieurs circonstances rendent la comparaison pure et simple entre les chiffres des périodes successives impossible et ôtent par conséquent toute importance à la baisse constatée : a) la baisse progressive et ininterrompue de la natalité de 33‰ dans la première période à 20,5‰ dans la seconde ; b) développement progressif de l'industrie nourricière favorisée par l'extension et le perfectionnement des voies et moyens de communication — et, comme résultat, l'émigration de plus en plus prononcée d'enfants parisiens en bas âge vers les campagnes ; c) l'importance croissante de l'immigration (française et étrangère) vers Paris, immigration constituée pour l'immense part par les adultes ; d) export des vieillards à la charge de l'assistance publique (sans parler des malades et aliénés) vers la banlieue et la province : — en résumé, valeur proportionnelle sans cesse décroissante des éléments démographiques à mortalité très haute, d'un côté ; de l'autre, la valeur proportionnelle sans cesse croissante des éléments démographiques à mortalité moyenne ou faible.

Quelle a été, dans la marche descendante des mortalités générale et infantile, la part des « efforts gigantesques » et celle par exemple de la baisse de la natalité — abstraction faite du reste ; quelle a été l'influence des modifications successives et fort importantes dans la composition numérique et proportionnelle selon l'âge qu'a subies la population parisienne au cours du dix-neuvième siècle — c'était à M. Bertillon de déterminer. Il ne l'a pas fait et il a eu tort ; et tant qu'il ne le fera pas, je me refuse de prendre au sérieux les « résultats splendides » qu'on aurait obtenus à

Paris. Dans ma communication je me suis attaché à analyser les chiffres — et non pas seulement à les aligner — et à découvrir sous leur masque souvent mensonger la vérité qu'ils cachaient ; avant de procéder à l'exposé de l'état sanitaire comparé de Paris et de Berlin, de leurs mortalités générale, infantile et par âge et sexe des deux populations, j'ai étudié très longuement la démographie comparée, la composition par âges, sexes de ces populations. Tout cela et le reste a échappé à l'inattention de M. Bertillon dont tout l'effort a porté sur des prétendues « critiques de forme outrée » qu'il a omis d'ailleurs de citer, et sur une erreur matérielle que je n'ai pas commise. Combien sa démonstration aurait gagné de clarté et de force persuasive si, adoptant la méthode qui m'a été inspirée par les travaux de son illustre père, si, dis-je, il avait fait précéder, accompagner ou suivre son tableau de la mortalité de Paris dans la période 1817-1904 par le tableau de la composition successive par âge de la population parisienne durant cette même période ! Peut-être se serait-il convaincu lui-même que la part des « efforts gigantesques » se réduit à bien peu de chose.

J'admets pour un instant que cette erreur profonde contre laquelle je ne cesse de protester et qui consiste à confondre le *taux* avec l'*intensité* de la mortalité, j'admets que cette erreur profonde est au contraire une profonde vérité et que la mortalité parisienne a baissé dans les proportions indiquées dans le tableau de M. Bertillon. En quoi cela infirme-t-il les conclusions de mon mémoire, à savoir que l'état sanitaire de Paris comparé à celui de Berlin est profondément déplorable et qu'en ce qui concerne tout particulièrement la tuberculose, la ville de Paris est une des villes les plus contaminées du monde civilisé ?

La mortalité ou plutôt le taux de mortalité à tout âge a subi, dites-vous, une baisse sensible et progressive depuis le commencement du dix-neuvième siècle. Je le veux bien, mais j'ai montré que la mortalité à tout âge (de 0 à 1 an excepté et l'on sait pourquoi) est de beaucoup plus basse à Berlin qu'à Paris et que l'*intensité* de mortalité (tous les âges et sexes réunis) est de 45 % inférieure à Berlin qu'à Paris.

A la page 210 de l'Annuaire (1902), le service de statistique de Paris nous donne « le nombre des décès à Paris attribués aux principales maladies de 1874 à 1902 (non compris les décès des personnes domiciliées hors Paris) ». Il ressort de ce tableau que le nombre des décès annuels pour fièvre typhoïde a baissé, de 1874-1878 à 1898-1902, de 1 300 à 612 ; et celui pour variole de 202 à 176. Est-il permis de parler de « résultats beaux et splendides » lorsqu'on sait que dans la dernière période (1898-1902) la mortalité-typhoïde de Berlin est de 475 % moins haute qu'à Paris et la mortalité-variole de 16 650 % plus basse.

Dans une récente communication devant l'Académie de médecine — et pour effacer l'impression produite par la mienne — un auteur, se plaçant sur le terrain choisi par M. Bertillon, a cherché à démontrer que la tuberculose elle-même a subi une baisse dans notre capitale. Serait-ce vrai (et entre nous je n'en crois rien), qu'il n'est pas permis de trouver les résultats obtenus à Paris « beaux et splendides » en face de ceux obtenus à Berlin ou à Londres où la mortalité-tuberculose est respectivement de 90 % et de 125 % plus basse qu'à Paris.

« Il serait facile de prouver, dit M. Bertillon, combien la comparaison que le Dr Lowenthal établit entre les services municipaux de Paris, Berlin et Londres manque de justesse ; mais ce serait sortir de notre compétence. »

Pourquoi produire cette affirmation tranchante, si l'on admet qu'il est impos-

sible de la justifier devant la Société de statistique « sans sortir de notre compétence » ?

---

D<sup>r</sup> LOWENTHAL.